

TENRET Élise. *L'école et la méritocratie.
Représentations sociales et socialisation scolaire*

Paris : PUF, 2011, 191 p.

Vincent Dupriez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3843>

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2012

Pagination : 144-146

ISBN : 978-2-84788-388-6

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Vincent Dupriez, « TENRET Élise. *L'école et la méritocratie. Représentations sociales et socialisation scolaire* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 180 | juillet-août-septembre 2012, mis en ligne le 26 février 2013, consulté le 09 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3843>

des ambitions scolaires des enfants d'immigrés, ambitions qui ne sont pas sans conséquences sur la manière dont ils vont investir l'enseignement professionnel. L'analyse des entretiens permet ainsi de saisir les mécanismes complexes – qui doivent beaucoup aux appuis biographiques de l'élève – de transposition d'un « surinvestissement scolaire » dans des pratiques de désinvestissement et/ou de contre-investissement scolaire. Ainsi, si l'enseignement professionnel peut être l'occasion, pour certains de ces enfants d'immigrés, majoritairement Blancs, d'une réappropriation positive de leur destin scolaire et social, pour d'autres, il n'est jamais perçu que comme consécration de la relégation.

En conclusion, l'ouvrage d'Ugo Palheta dresse un portrait particulièrement bien documenté de l'enseignement professionnel en France. La multitude des données et les analyses qu'il nous livre ouvrent des pistes fécondes et attirent plus précisément notre attention sur la nécessité d'étudier finement le caractère non-homogène et irrémédiablement pluriel des jeunes et des classes populaires. Dans cette perspective, l'analyse fine des contextes économiques et sociogéographiques mise en rapport avec celle des modalités de la formation (apprentissage ou lycée professionnel) et des trajectoires sociales et professionnelles des familles constitue, selon nous, une piste de travail particulièrement prometteuse.

Séverine Depoilly

Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, ESCOL-CIRCEFT

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUD S. & PIALOUX M. (2003). *Violences urbaines, violence sociale*. Paris : Hachette.
- CERTEAU M. de (1980). *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*. Paris : Union générale d'éditions.
- LÜDTKE A. (1991). « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs avant et après 1933 en Allemagne ». *Politix*, vol. 4, n° 13, p. 68-78.
- MAUGER G. (2006). *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*. Paris : Belin.
- WILLIS P. (1978). « L'école des ouvriers ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, p. 50-61.

TENRET Élise. *L'école et la méritocratie. Représentations sociales et socialisation scolaire*. Paris : PUF, 2011, 191 p.

La méritocratie est une composante majeure de l'institution scolaire dans les sociétés démocratiques. Comme l'ont montré de nombreux travaux antérieurs, la méritocratie correspond à ce subtil assemblage d'égalité formelle et de sélection qui, au final, renvoie aux mérites des uns et à la responsabilité

des autres les différences objectivement constatées dans les parcours scolaires et l'accès aux diplômes. La méritocratie assume ainsi une fonction idéologique en proposant une explication socialement légitime des inégalités scolaires conduisant ensuite à des positions sociales et professionnelles à leur tour inégales.

Si la méritocratie, comme construction sociale et cognitive, a déjà fait l'objet de nombreuses analyses, l'originalité de cet ouvrage est de s'intéresser à son intériorisation et aux ressorts sous-jacents à l'adhésion potentielle des individus à l'idéologie méritocratique. À travers trois voies d'enquêtes complémentaires (des données issues d'enquêtes internationales, une enquête par questionnaire auprès d'étudiants français et des entretiens semi-directifs menés avec des jeunes issus de classes préparatoires), Élise Tenret va tenter de répondre à deux questions-clés : les individus valorisent-ils un modèle de société méritocratique fondé sur le diplôme et la notation scolaire ? Quel est l'effet du niveau de diplôme sur ces représentations ?

Entre méritocratie et méritocratie scolaire

Si la méritocratie scolaire est au cœur de cet ouvrage, il importe toutefois de la distinguer de la notion plus générale de méritocratie, celle-ci renvoyant au principe qu'une société juste est une société qui octroie à chacun la place qu'il mérite, en fonction de ses efforts et de ses talents, plutôt qu'une place abusivement héritée. La méritocratie scolaire renvoie de manière plus étroite au double principe de reconnaissance par l'école des mérites de chacun (volet A) et de la reconnaissance par la société du diplôme scolaire comme aiguillon majeur des positions professionnelles (volet B). Bien sûr, comme le souligne Tenret, la notion même de méritocratie scolaire n'est mobilisable que si les systèmes éducatifs sont construits autour d'un tronc commun de scolarité ouvert à tous et donnant à chacun des possibilités de progression scolaire, précédant une seconde étape de la scolarité où différentes offres de formation cohabitent.

Dans quelle mesure les Français adhèrent-ils à ces notions de méritocratie et, plus spécifiquement, à la méritocratie scolaire ? En 1999, dans le cadre de l'*International Social Survey Program* (ISSP), seuls 39,4 % des Français répondaient qu'ils considéraient essentiel ou très important de récompenser « le nombre d'années passées à se former et à étudier ». Ce type de réponses, présent dans plusieurs des enquêtes mobilisées, illustre le non-ralliement des Français au second volet de la méritocratie scolaire. Et les réponses apportées à d'autres questions de ces mêmes enquêtes éclairent le fait que pour une majorité d'entre eux, si le diplôme n'est pas un élément à négliger dans la détermination des salaires, il est toutefois largement insuffisant. Fondamentalement, comme le souligne Tenret,

c'est le recours à une « méritocratie professionnelle » qui s'impose face à la logique de la méritocratie scolaire. Ainsi les responsabilités au travail, la qualité du travail ou encore « le fait de travailler dur » apparaissent aux yeux des Français, dans la même enquête ISSP, comme des critères plus importants que le diplôme pour la détermination des salaires. Par rapport au premier volet de la méritocratie scolaire, les réponses collectées suggèrent également un panorama nuancé. Premièrement, en s'appuyant ici sur l'enquête par questionnaire auprès d'étudiants, il apparaît que ceux-ci considèrent, dans l'idéal, que les études devraient récompenser les efforts fournis (68 % des répondants) bien davantage que les capacités (11 %). Pour 55 % de ces mêmes étudiants, ce sont pourtant les capacités qui sont *de facto* récompensées et ils ne sont que 37 % à considérer que l'école reconnaît les efforts fournis. De manière plus globale, il semble d'ailleurs que les Français ont tendance à considérer que dans leur pays, les efforts et les capacités ne sont pas suffisamment récompensés. Au final, il ressort de cette première analyse l'impression que l'école ne reconnaît pas assez les efforts fournis et surtout que le poids du diplôme sur les positions et les revenus professionnels doit être relativisé, au bénéfice d'autres critères et en particulier d'une prise en considération de l'investissement au travail. Les Français se reconnaissent donc dans le discours méritocratique, mais ils tendent à relativiser la place et la valeur du diplôme comme révélateur du mérite.

Socialisation scolaire et intériorisation de la méritocratie

La seconde partie de l'ouvrage s'ouvre sur des pages particulièrement intéressantes dont l'objectif est d'interroger plusieurs sources théoriques afin de réfléchir aux relations possibles entre l'éducation scolaire et l'intériorisation de la méritocratie. Avec Durkheim, mais aussi avec les psychologues sociaux, nous en retiendrons notamment que l'école contribue à l'intériorisation des normes sociales et que les élèves y apprennent que leurs notes reflètent leurs capacités et leurs efforts. Dans une telle perspective, on pourrait s'attendre à ce que les plus diplômés deviennent les premiers adeptes de la norme méritocratique. Mais, à côté de cet effet « socialisateur » de l'école, on peut également anticiper un effet « libérateur » de l'éducation : en transmettant des connaissances, l'école est susceptible de rendre les diplômés plus critiques vis-à-vis d'une idéologie rendant les élèves responsables de leurs échecs. À cet égard, on peut par ailleurs s'attendre à ce que cet effet potentiellement libérateur soit variable en fonction du type d'études réalisées, avec probablement un effet plus puissant dans les filières proches des sciences sociales et de la sociologie.

Au-delà d'une appréhension de l'influence des parcours scolaires sur l'intériorisation de la norme méritocratique, Tenret s'arrête également sur le poids d'autres caractéristiques traitées par la littérature scientifique. Les membres des classes sociales favorisées semblent ainsi avoir davantage recours à des explications internes (chacun est responsable de ce qui lui arrive) que les plus défavorisés. Peut-être parce que les groupes les plus favorisés véhiculent avec plus de conviction une culture libérale et individualiste ou parce que le recours à une telle explication vient le plus souvent conforter et légitimer la position avantageuse qu'ils occupent ? Mais, si l'on se réfère à Bourdieu et Passeron, davantage que la classe sociale, ce sont ceux qui doivent leur propre situation à leur parcours scolaire qui seront les plus enclins à adhérer au discours méritocratique. Ce chapitre est foisonnant de références et d'analyses très pertinentes. C'est d'ailleurs l'abondance et la diversité des analyses qui risque de provoquer un relatif sentiment d'insatisfaction. L'auteure en effet arbitre peu entre les multiples points de vue, pas toujours convergents, inscrits dans des traditions théoriques assez diversifiées. En quelque sorte, elle s'en remet aux données empiriques pour arbitrer entre les prédictions multiples issues de ce chapitre.

Les données issues des enquêtes internationales présentées au chapitre suivant font alors ressortir l'importance d'un effet socialisateur de l'éducation sur la « méritocratie souhaitée » : dans tous les pays étudiés, les plus diplômés, davantage que les autres, considèrent qu'il est normal que le diplôme soit récompensé. Par contre, lorsqu'on s'intéresse à l'analyse du degré de réalisation de la méritocratie, on observe dans plusieurs pays une relation en « U » entre le niveau du diplôme obtenu et cette variable, ce que l'auteure interprète comme un effet libérateur des premières années d'éducation suivi d'un effet socialisateur dominant chez les plus diplômés. La France toutefois s'écarte de cette dernière tendance et apparaît comme le seul pays où globalement, on observe une relation positive et significative entre le diplôme et la méritocratie perçue : les plus diplômés (en particulier ceux qui ont au minimum un diplôme de niveau bac +3) estiment bien davantage que les autres que les gens sont récompensés pour leurs efforts et pour leurs capacités. Dans la foulée, les Français les plus diplômés sont aussi ceux qui s'insurgent le moins contre les inégalités de revenus. Pourquoi cette situation atypique de la France où au final c'est l'effet libérateur de l'éducation, source potentielle d'une attitude critique vis-à-vis de l'idéologie méritocratique, qui ne se constate pas ? L'ouvrage esquivé malheureusement assez vite cette délicate question, afin de poursuivre avec une analyse plus fine des perceptions contrastées en fonction des filières de formation.

Des différences en fonction des filières de formation

Il en ressort notamment que les élèves des sections de techniciens supérieurs sont les moins enclins à adopter le discours de la méritocratie scolaire. Face à la prédominance du diplôme comme critère de détermination des positions professionnelles, ils opposent un principe de reconnaissance des mérites professionnels, autrement dit des mérites manifestés dans l'activité professionnelle. Ils sont aussi les plus sceptiques face à l'autre volet de la méritocratie scolaire et sont nombreux à penser que l'école ne reconnaît suffisamment ni les capacités ni les efforts des élèves. À l'opposé, les élèves des classes préparatoires sont simultanément les plus nombreux à affirmer d'une part que l'école récompense les élèves pour leurs efforts et leurs capacités et d'autre part que le milieu familial a une influence sur le parcours scolaire. Cette tension émerge également dans la distance entre le discours tenu sur eux-mêmes (où prime le mérite) et un discours plus général où le mérite occupe un peu moins de place. Dans le dernier chapitre de l'ouvrage, cette analyse des tensions qui traversent les discours des jeunes scolarisés dans les classes préparatoires est prolongée à travers la présentation de quatre portraits d'étudiants construits à partir d'entretiens semi-directifs.

En somme, Élise Tenret propose dans cet ouvrage un remarquable travail de défrichage autour de cette délicate et importante question de la diffusion et de l'intériorisation des normes méritocratiques. L'ouvrage ne prétend pas

apporter de réponses arrêtées, ni trancher définitivement entre des explications théoriques concurrentes. Il fait voyager le lecteur parmi des matériaux empiriques contrastés¹, il soumet le lecteur à de multiples analyses et traitements de données diversifiées. Il interroge ces données en s'appuyant sur de multiples ressources issues de travaux antérieurs en sociologie de l'éducation et en psychologie sociale. En définitive, et à l'issue d'un parcours parfois exigeant entre les analyses empiriques, des résultats somme toute assez clairs s'en dégagent dont les plus limpides sont la critique de la méritocratie scolaire au bénéfice d'autres principes méritocratiques et la tendance systématique des plus diplômés à défendre la valeur du diplôme et à considérer la société comme juste. Les portraits finaux font par ailleurs ressortir la complexité du raisonnement face à la méritocratie qui conduit les jeunes interrogés à conjuguer des points de vue en tension, leur permettant simultanément de dire leur lucidité sur les processus de reproduction des positions sociales, sans toutefois trop malmener leur propre image et donc leur mérite à faire partie de l'élite scolaire.

Vincent Dupriez
Université catholique de Louvain, GIRSEF

NOTE

- 1 On regrettera à cet égard de ne pas disposer davantage d'indicateurs du capital social et économique des personnes interrogées, afin de pouvoir parfois contraster l'effet du diplôme (ou de la filière d'étude) avec d'autres capitaux caractérisant les répondants et leurs familles.